

Incendies

Coûteux et peu nombreux : les Canadair indispensables pour lutter contre les incendies monstres



Par Elsa Souchay.

13 juillet 2026 à 09h27

Mis à jour le 13 juillet 2026 à 16h09

Durée de lecture : 5 minutes

La France a-t-elle assez de Canadair et autres bombardiers ? Certains sont en maintenance mais surtout, maîtriser plusieurs incendies simultanés peut s'avérer ardu car la stratégie nationale se concentre sur les départs de feux.

Ce weekend à Fontainebleau, des avions Canadair ont survolé pour la première fois l'emblématique forêt, en proie aux flammes. Plus de 800 hectares sont partis en fumée dans l'après-midi du 12 juillet. À cela s'ajoute 5 000 hectares de terres brûlées dans les Pyrénées-Orientales et 3 700 dans la Drôme...

Avec au total 25 000 hectares brûlés depuis janvier et plus de 8 000 départs de feu, dont 900 depuis un mois, les moyens aériens de la Sécurité civile, basés à Nîmes, dans le Gard, sont mis à rude épreuve. Une question se pose : a-t-on suffisamment d'avions et de bombardiers anti-incendie ? Oui, pour l'heure, selon le porte-parole de la Sécurité civile, le capitaine Simon Habart, qui assure à *Reporterre* que *« nous avons largement les capacités pour faire face et faisons tout pour être prêts »*.

Sur le terrain, c'est pourtant difficile à entendre, quand à Die, dans la Drôme, les habitants ont attendu plusieurs jours l'arrivée de Canadair repoussée malgré l'avancée des flammes sur la montagne voisine. À ce moment-là, ces emblématiques bombardiers étaient occupés ailleurs : en Ardèche, en Corse, dans les Pyrénées-Orientales...

Une situation qui conduit Marie Pochon, la députée écologiste de la Drôme, à dénoncer *« un manque d'anticipation et de considération des alertes scientifiques »*. Pour elle, *« il est anormal de devoir choisir entre ce que nous sauvons et ce qu'on laisse brûler »*.

Deux Canadair et un Dash en maintenance

C'est à Nîmes Garons, dans le Gard, qu'est basé l'essentiel de la flotte de la Sécurité civile : 12 Canadair, 8 Dash et 3 avions de coordination. À ces 23 aéronefs s'ajoutent 40 Dragon — des hélicoptères équipés de système de largage d'eau — ainsi que des moyens fournis par l'armée de l'air et

quelques autres appareils légers loués à des industriels privés. Des moyens utilisés toujours en coordination avec les pompiers déployés au sol et selon des règles précises.

La France a fait le choix de *« prioriser l'engagement de moyens de lutte sur les départs d'incendie plutôt que sur les feux établis »* et surtout à *« surdimensionner l'attaque initiale aéroterrestre »*, indique la stratégie nationale actualisée en 2025. Selon le capitaine Habart, *« l'objectif est d'avoir en huit minutes maximum des forces sur place, dans les airs ou au sol »*. Leur usage répond à une hiérarchie nette : d'abord la protection des vies et des personnes, ensuite celle des biens et enfin l'environnement.

Les premiers engins volants sur place sont ainsi souvent les Dash, notamment ceux qui patrouillent préventivement les jours les plus à risque. Les Canadair interviennent ensuite selon les besoins, pour noyer rapidement une zone ou barrer un front de feu, mais doivent disposer d'un plan d'eau pour se recharger à proximité. Ce qui conduit la Sécurité civile à privilégier leur usage sur certains fronts où ils seront plus efficaces dans leur rotation, quitte à laisser brûler ailleurs des dizaines d'hectares de végétation qui ne menacent pas directement des habitations.

S'y ajoute un problème logistique : en ce début d'été, deux Canadair et un Dash sont encore au sol, en maintenance. Une situation dénoncée par le syndicat de pilotes de l'aviation civile (SNPNAC) et Éric Durand, son secrétaire général adjoint. *« On a eu un déficit d'entraînement cet hiver et la saison a débuté très vite avec des chantiers [des interventions] simultanés très importants »*, explique le pilote de Canadair. Mais surtout, *« avec toute la flotte opérationnelle, on peut lutter sur un ou deux chantiers majeurs, pas plus »*.

L'enjeu est là : que faire si les grands feux simultanés se multiplient ? Selon le rapport du Haut Conseil pour le climat, la surface propice aux feux de forêt a plus que doublé par rapport à la fin du siècle dernier. Pour y

faire face, dès 2022, Emmanuel Macron promettait la commande de quatre nouveaux Canadair. Las, les premiers ne seront livrés qu'en 2028 et ce n'est pas cette fois-ci directement de la faute du gouvernement. Car Canadair, l'entreprise historique, a cessé sa production pendant plus d'une décennie.

Vers un fonds d'adaptation des forêts aux risques d'incendie ?

La production de ces coûteux avions — plus de 50 millions d'euros l'unité — n'a repris qu'en 2023 via une autre société canadienne, DHC, dont la filiale assure tant bien que mal le service après-vente de l'ensemble des Canadair actifs dans le monde. « *Ce n'est pas normal qu'on doive quémander des pièces détachées pour des avions éprouvés, qui ont 30 ans* », déplore Éric Durand.

Des start-up françaises comme Hynaero annoncent leurs intentions de venir sur ce

marché mais leurs projets ne verront le jour au mieux qu'en 2031. D'ici là, la France s'appuie sur la flotte mutualisée avec les autres pays de l'Union européenne : le [programme RescEU](#), avec actuellement quatre aéronefs prêtés par Chypre et la Suède. En parallèle, une expérimentation sera déployée dès cet été pour convertir des Airbus A400M de l'armée de l'air en un bombardier d'eau de haute capacité.

Lire aussi : [Chaleur, nature asséchée : le cocktail qui fait exploser le risque incendie en France](#)

Attention au mirage de la puissance, précise Éric Durand : « *À un moment, vous pourrez mettre autant de bombardiers que vous voulez, vous n'y arriverez pas, c'est de la pluie qu'il vous faut.* » De leur côté, des députés écologistes soutenus par des parlementaires — de La France insoumise à la droite — ont déposé le 9 juillet une proposition de loi pour créer un fonds national d'adaptation des forêts aux risques d'incendie.

Après cet article

[Reportage — Incendies](#)

« **C'est une improvisation totale, mais ça fonctionne** » : face au feu dans la Drôme, les habitants s'organisent

Incendies